



L'instrumentalisation des mineur·es à des fins réactionnaires doit cesser !

Le Collectif de lutte contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire dénonce la loi de la honte votée cette nuit par le Sénat. Cette loi vise à interdire la transition médicale et sociale des mineur·es, à renforcer le contrôle psychiatrique sur les enfants trans et à punir par des peines de prison les médecin·es qui accompagnent les jeunes trans.

Nous, syndicats professionnels de l'éducation, syndicats étudiants, syndicats lycéens, association de parents d'élèves, dénonçons avec la plus grande fermeté l'instrumentalisation des enfants à des fins réactionnaires.

Encore une fois, et comme ce fut le cas pour le mariage pour toutes et l'ensemble des lois permettant l'ouverture de droits aux personnes LGBTI+, la réalité de vie des enfants est fantasmée comme teintée de souffrance et de déviance pour faire avancer un agenda politique. Cette loi visant à empêcher les mineur·es trans d'effectuer une transition médicale contrevient à l'ensemble des recommandations médicales et scientifiques faites sur le sujet. Les chiffres sur le suicide et la santé mentale des personnes trans sont par cette proposition de loi niés par des sénateurs et sénatrices qui semblent préférer voir mourir les jeunes trans que leur permettre de réaliser leur transition de genre.

Cette loi est un délire transphobe en dehors de toutes les réalités que nous vivons dans les écoles, collèges, lycées, universités... La prise de position des sénateurs et sénatrices en faveur de cette loi, allant du centre à l'extrême droite, est une aberration. En amont de ce vote, le gouvernement a fait le choix d'un simple "avis de sagesse", se rendant ainsi complice de cette dérive rétrograde.

Nous condamnons sans réserve cette proposition de loi transphobe, là où la circulaire Blanquer avait permis l'avancée des conditions de vie des mineur·es trans dans nos établissements. Nous constatons une fois de plus que les valeurs morales du gouvernement sont à géométrie variable et qu'elles se plient facilement face à celles et ceux qui nient nos vies et nos existences.

Nous appelons largement à se mobiliser contre cette proposition de loi transphobe et nous demandons aux député·es de ne pas voter cette proposition de loi quand elle leur parviendra.

Pour le Collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaires

Aude Paul apaul@sgen.cfdt.fr
Julien Poirier julien.poirier@fsu.fr